

Brésil

Maria de Lourdes Beldi de Alcantara



En 2019, après une campagne conservatrice, le président Jair Bolsonaro du Parti Social-Libéral-PSL a été élu, avec un parti pris autoritaire agressif et soutenu par des groupes évangéliques et ruralistes. Le gouvernement bénéficie d'un solide soutien de l'armée, représentée par son vice-président, le général de réserve Hamilton Mourão. Actuellement, les cadres de l'armée occupent au moins 325 postes dans l'administration fédérale.³

En ce qui concerne la question autochtone, ce gouvernement est responsable pour l'un des plus grands revers dans la démarcation de terres autochtones, promulguant une vision intégrationniste à travers un processus « civilisateur » des peuples.

Lors de son investiture le 1er janvier 2019, le président a clairement exprimé sa position sur les démarcations des territoires autochtones⁴ : « *Dans mon gouvernement, il n'y aura pas de démarcation de terres autochtones* ». En vertu de cette déclaration, l'organisme responsable pour les démarcations, la Fondation Nationale de l'Indien - FUNAI a subi une série de changements de direction. En premier lieu, elle relevait du Ministère de la Famille, dirigé par Damares Alves, pasteure évangéliste, ensuite, elle a été affectée au Ministère de l'Agriculture sous le commandement de Tereza Cristina Corrêa da Costa Dias, ancienne dirigeante des députés défenseurs des propriétaires ruraux, pour finalement retourner au

Ministère de la Justice sous la direction de Sergio Moro. Le retour de la FUNAI à son ministère d'origine est le résultat de manifestations du mouvement autochtone, de la société civile et des ONG nationales et internationales. Cependant, le fait de retourner au Ministère de la Justice n'a pas entravé l'ingérence du gouvernement actuel qui a nommé le commissaire de la police nationale, Marcelo Augusto Xavier da Silva, comme président de la FUNAI, pour mener une politique de réduction de son personnel et paralyser toute activité de démarcation des terres autochtones et de protection des peuples en isolement volontaire.

À la différence des gouvernements précédents, qui ne jouaient pas non plus un rôle très actif dans la démarcation des terres et l'application des droits autochtones⁵, le gouvernement actuel mène une politique clairement « civilisatrice » qui ne respecte pas l'autonomie de ces peuples, et croit encore moins au changement climatique, ce qui représente un revers majeur par rapport aux droits humains et environnementaux. Cela se reflète dans certaines phrases de ses discours :

*« Les ONGs et le gouvernement encouragent les indiens à entrer en conflit. Si j'assume la fonction de Président de la République, il n'y aura pas un centimètre de plus pour la démarcation ».*⁶

*« Si j'étais le roi de Roraima, avec la technologie, dans 20 ans il aurait une économie proche du Japon. Là-bas, il y a tout. Mais 60% de cette production est impossible à cause des réserves indigènes et d'autres problèmes environnementaux ».*⁷

*« L'indien évolue de plus en plus, c'est un être humain comme nous ».*⁸

*« Nos indiens, la plupart d'entre eux, sont condamnés à vivre comme des hommes préhistoriques dans notre propre pays. Cela doit changer. L'indien veut produire, il veut planter, il veut les avantages et les merveilles de la science, de la technologie. Nous sommes tous brésiliens ».*⁹

*« Il n'y a pas d'intermédiaires dans ce gouvernement, pas de faux brésiliens, pas de faux défenseurs des indiens. Sortons les indiens de l'esclavage, l'esclavage auquel ils sont soumis par de terribles brésiliens et des ONGs internationales ».*¹⁰

*« Il y a une terre indigène sur laquelle construire une centrale hydroélectrique. [Construire] est rapide, sans intermédiaires, il n'est pas nécessaire de se tourner vers qui que ce soit. Le gouvernement veut, ils veulent, c'est fini. (...). Ils auront des ressources. Ils changeront leur vie ».*¹¹

De l'autre côté du spectre, en 2019, l'avocate Joênia Wapichana a été élue députée fédérale par l'État du Roraima, devenant la première femme autochtone à réussir un tel fait. Joênia Wapichana mène une forte résistance contre la politique du président actuel.

En avril 2019 a eu lieu le Campement Terre Libre 2019²⁰ (*Acampamento Terra Livre 2019*), la plus grande mobilisation autochtone qui se déroule chaque année à Brasilia et à laquelle ont assisté 8.000 personnes représentant 150 peuples autochtones. Ils ont exigé le respect de leurs droits acquis depuis la Constitution de 1988 et ont protesté contre la destruction de la politique autochtone.

Selon Sônia Guajajara, leader autochtone, le gouvernement Bolsonaro est une tragédie pour la politique indigéniste qui a subi un démantèlement complet et le discours du président pour « intégrer » ces peuples est semblable au temps de la dictature, qui a tué au moins 8 000 indiens selon les données de la Commission Nationale de la Vérité.¹²

Conséquences de la déconstruction des politiques indigénistes

Déforestation et incendies

La déforestation enregistrée sur les Terres Indigènes (TI) en Amazonie entre le 1er août 2018 et le 31 juin 2019 a été 65% plus élevée que la période précédente, passant de 260 km² à 429,9 km². Il s'agit du chiffre le plus élevé enregistré depuis 2009. La zone déboisée sur les Terres Indigènes au cours de la période analysée¹³ représente 4% de la perte totale du biome amazonien.

Conformément à l'article 231 de la Constitution fédérale, les TI sont des biens de l'Union et aux peuples autochtones est reconnu le droit permanent d'usufruit sur ces terres et donc la jouissance exclusive de la richesse de son sol, des rivières et des lacs.

Historiquement, ce sont les zones les mieux préservées du biome et elles jouent un rôle important dans la lutte contre la déforestation en Amazonie.

Selon les données de l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE), le taux de perte de forêt le plus élevé a été enregistré à Ituna / Itatá, avec une augmentation de 650% de la déforestation (de 15,89 km² à 119,92 km²), en Apyterewa, avec une augmentation de 334% (de 19,61 km² à 85,25 km²), et Cachoeira Seca, avec une augmentation de 12% (de 54,2 km² à 61,2 km²). Les trois réserves en tête de cette liste se trouvent dans la région de la Terra do Meio, État du Pará, dans le bassin du fleuve Xingu, au centre de ce qu'on appelle l'*Arc de la Déforestation de l'Amazonie*. Depuis le début de l'année, les terres et les gens de cette région sont en alerte rouge, avec des enregistrements d'invasions et de violences contre la population autochtone.

La TI Ituna / Itatá est situé à moins de 70 km de la construction principale de la centrale hydroélectrique de Belo Monte. Le démarrage des travaux a encouragé le marché de l'immobilier rural dans la région et la destruction de la forêt a augmentée de façon exponentielle. L'une des conditions de la construction de Belo Monte a été la mise en place d'un plan de protection des TI par la FUNAI qui ne s'est jamais concrétisé.

En suivant, les déforestations les plus importantes sur les TI ont été effectuées à Apyterewa et Cachoeira Seca et sont principalement liées au vol de bois, selon une enquête de l'Instituto Socioambiental (ISA).

Selon les données de l'INPE, Cachoeira Seca a subi la plus grande perte de forêt (10,6% de sa superficie totale), suivie par Apyterewa (8%) et Ituna / Itatá (5,53%). Largement documentés à l'échelle nationale et internationale, les incendies sont devenus un thème polémique du gouvernement de Bolsonaro, à l'intérieur et à l'extérieur. L'une des conséquences a été la destitution du président de l'INPE de l'époque, le scientifique Ricardo Galvão, pour avoir diffusé des données sur les incendies. En août 2019, l'INPE a enregistré près de 31 000 incendies. Entre septembre et octobre, avec l'effort du *Groupe Logistique-GLO*, le chiffre est tombé à 19 900 puis à 7 800 foyers. En novembre, après le départ des militaires, les foyers d'incendies ont de nouveau augmenté pour atteindre 10 200. En décembre, le mois

où les incendies diminuent traditionnellement en raison des pluies, il y a eu une augmentation de près de 80% par rapport à l'année précédente.

Au cours de 2019, les satellites ont enregistré près de 90 000 incendies en Amazonie, 30% de plus qu'en 2018. En dix ans, 2019 a été la quatrième année avec le plus grand nombre d'incendies.

Selon les experts, les incendies en Amazonie sont principalement causés par ceux qui brûlent pour nettoyer une zone de forêt récemment défrichée. Pour cette raison, il est nécessaire que les agences de contrôle effectuent des inspections efficaces sinon la forêt brûlera à nouveau.¹⁴

L'accaparement de terres, l'exploitation minière illégale et le vol de bois par les envahisseurs restent les principales causes du problème.

Les travaux d'infrastructure stimulent aussi le marché illégal des terres et du bois en favorisant l'immigration et l'économie locale. Par conséquent, la réduction des inspections, les discours du président Jair Bolsonaro en faveur de la déforestation et l'intention de réduire les zones protégées ont alimenté les incendies et aggravé les problèmes historiques déjà présents dans certaines régions les plus gravement touchées.

Les propositions du gouvernement de modifier les limites de chaque réserve relancent la course au vol de terres publiques : il s'agit de l'accaparement des terres. « *Quinze des vingt unités de conservation comptant le plus grand nombre de zones déboisées ont déjà eu des propositions pour modifier leurs limites. Il existe une relation claire entre l'accaparement des terres, les activités illégales et la déforestation au sein des unités de conservation* ». ¹⁵ Selon des sources locales, la spéculation foncière s'intensifie avec le démantèlement des agences environnementales du pays. La perspective d'impunité stimule les appétits de possession de terre et leur vol.

Malheureusement, le gouvernement brésilien actuel agit contre les préoccupations environnementales mondiales. Bien qu'étant l'une des principales agences de protection de l'environnement, l'IBAMA (*Instituto Brasileiro do Meio Ambiente*) souffre, comme la FUNAI, à la fois de réductions de personnel¹⁶ et d'une diminution des opérations d'inspection sur le terrain. Tout cela avec l'excuse de limiter les dépenses.¹⁷

Le gouvernement brésilien a aussi interféré dans le *Fond Amazonie*, dont un total de 2,2 milliards de réais était destiné, entre autres, à soutenir le développement durable de la forêt amazonienne, paralysant ainsi les projets de nombreuses associations autochtones et de producteurs ruraux centrés sur les activités économiques traditionnelles.

Selon Jair Bolsonaro, « l'image terrible qu'il avait (le Brésil) était liée à une subordination à ces pouvoirs (Allemagne et Norvège). Ils ne regardent pas la forêt amazonienne. Ils veulent sa souveraineté et ses richesses. Nous, en Amazonie, avons des choses que les autres pays n'ont plus. Je suis surpris de voir (la chancelière allemande) Angela Merkel annoncer cela (suspension des ressources), comme si son pays était un exemple pour le monde en termes de préservation de l'environnement ». ¹⁸

Ironiquement, les propositions de Ricardo Salles, ministre de l'Environnement, pour lutter contre la déforestation sont exactement les mêmes que celles financées par le Fond germano-norvégien (actions PrevFogo, opérations d'inspection telles que l'opération Awá dans l'État du Maranhão et mise en œuvre des actions du Plan d'Action pour la Prévention et le Contrôle de la Déforestation en Amazonie légale, etc.).

L'histoire se répète, mais le refus catégorique du gouvernement de prendre des mesures entraîne une augmentation des incendies qui se sont produits historiquement, mais jamais avec autant d'ampleur et un tel manque de contrôle qu'en 2019.

Le Brésil a été averti pour ne pas avoir respecté ses engagements avec l'Accord de Paris et a reçu de sévères critiques pour la défense de l'agro-industrie. Un développement non durable pour lequel on légitime des activités illégales allant de la déforestation des territoires indiens, au démantèlement des unités de conservation et à la mort de dirigeants autochtones et de militants écologistes.

En 2019, 164 personnes qui défendaient leur maison, leur terre et les ressources naturelles contre des projets miniers, forestiers ou agro-industriels ont été assassinées selon le bilan annuel de l'ONG Global Witness.¹⁹

Consultation libre, préalable et éclairée

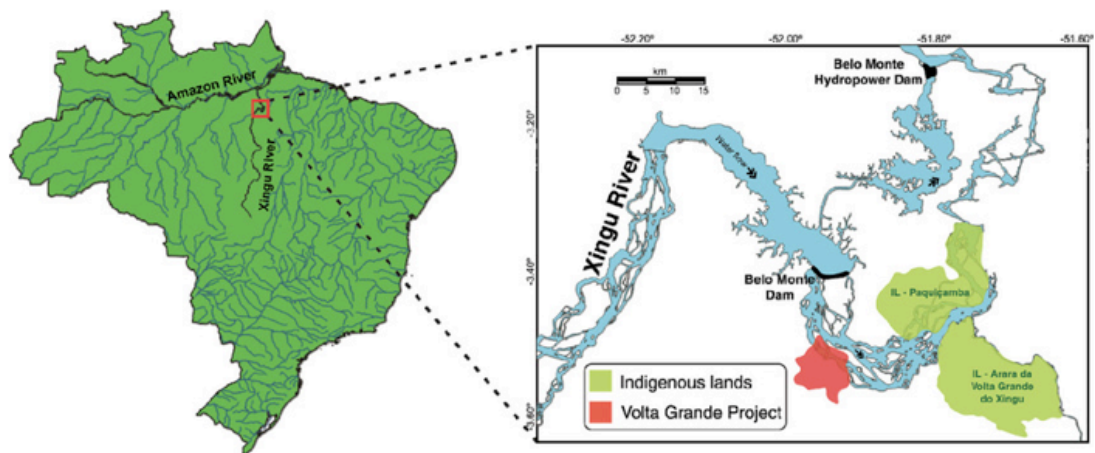
« Notre engagement envers ce ministère, et chacun des mots est correct. Il s'agit de transformer le patrimoine minéral en richesse minérale, notamment parce que si nous ne le faisons pas, le reste du monde le fera ». ²⁰ C'est ainsi que le ministre des Mines et de l'Énergie, Alexandre Vidigal, réaffirme la politique civilisationnelle évangéliste de l'actuel gouvernement. Il dit également que l'activité minière ne sera pas exercée si une certaine communauté indigène la refuse, mais cela n'implique pas un droit de veto.

Cette activité est inconstitutionnelle, mais le président Jair Bolsonaro s'est prononcé en faveur de sa légalisation. « C'est mon intention de régulariser l'exploitation minière », a-t-il affirmé en septembre. « Même pour les peuples autochtones. Ils doivent avoir le droit d'exploiter l'extraction d'or sur leur propriété ». ²¹

Selon l'Instituto Socioambiental (ISA), les demandes d'octroi de droits miniers couvrent environ 28 millions d'hectares, un tiers de la superficie des terres autochtones. Il existe 55 types de minéraux, dont 70% sont destinés à l'exploration aurifère. Les 532 demandes dans la Terre Indigène Yanomami représentent 40% de son territoire. Il y a aussi un grand intérêt pour la TI Menkragnoti, dans le Pará et le Mato Grosso (393 demandes), et pour la TI Alto Río Negro, dans l'Amazonas (387). Mineração Silvana est en tête du nombre de demandes de concessions en terres autochtones (735), suivie par la Vale (216).²²

Selon Joenia Wapichana: « Si vous voulez exploiter dans un autre endroit en dehors des terres indigènes, nous pouvons parler, avec des règles, un contrôle et une inspection. Donner un coup de poing sur la table pour dire que l'exploitation minière est la solution pour tout n'est pas une attitude rationnelle », a défendu la députée.

Le projet minier Volta Grande do Xingu, propriété de la société minière canadienne Belo Sun Mining Ltd, a l'intention de se transformer en la plus grande mine d'or à ciel ouvert du pays. Parmi les divers problèmes du projet, on peut souligner l'ampleur de son impact sur la même région déjà récemment touchée par la construction de la centrale hydroélectrique de Belo Monte, qui est en phase de surveillance, au moins jusqu'en 2025, en raison de l'instabilité en termes d'impacts environnementaux que sa construction a provoquée. Par conséquent, s'il s'avère que l'exploitation du projet Volta Grande soit considérée comme très dangereuse pour l'environnement, le projet représente également un élément nouveau qui doit être pris en compte dans la surveillance de Belo Monte, compte tenu de ses projections d'impacts sur l'environnement et les communautés de la région.



Map of the Volta Grande region of the Xingu River and locations of the Belo Monte hydropower complex and the Volta Grande Project relative to indigenous lands.

Le projet minier Volta Grande do Xingu est situé dans la municipalité de Senador José Porfírio (PA), à moins de 50 km du barrage principal de Belo Monte et distant de 9,5 km de la Terra Indígena Paquiçamba. La société Belo Sun a annoncé sur son site Web qu'elle retirera 39 767 mégatonnes de roches au cours des 11 prochaines années ; cependant, les études présentées dans le permis de concession ne prévoient que l'élimination de 2,78 mégatonnes !²³

Impacts socio-environnementaux : le projet minier Volta Grande do Xingu prévoit l'utilisation de cyanure pour traiter les minéraux - une substance extrêmement toxique pour les sols et l'eau - et les études environnementales de l'entreprise considèrent la possibilité de rupture du barrage comme de haut risque durant la phase d'opération. Parmi les impacts, on note le changement du cycle de reproduction de la faune, les changements du régime traditionnel d'utilisation et d'occupation du territoire, la contamination ou intoxication par des substances toxiques, la déforestation et / ou le feu, le manque / l'irrégularité dans l'autorisation de licences environnementales, manque / irrégularité dans la démarcation du territoire traditionnel, la contamination des ressources hydriques, contamination du sol.

Prévue par la Constitution, l'exploration minière dans les terres indigènes n'a jamais été réglementée. Ces terres appartiennent à la nation, mais les peuples autochtones ont un droit d'usage exclusif et permanent. Cependant, il existe différents régimes de propriété. Les gisements souterrains peuvent être octroyés à de concessions, à condition que l'activité ait été réglementée et approuvée par le Congrès et que les peuples autochtones aient droit à une partie des bénéfices.

En ce qui concerne l'exploitation minière sur les terres autochtones, la section 3 de l'article 231 du CRFB / 88 établit que « *l'utilisation des ressources en eau, y compris les potentiels énergétiques, la recherche et l'extraction de richesses minérales sur les terres autochtones ne peuvent être effectuées qu'avec l'autorisation du Congrès après avoir écouté les communautés affectées, en s'assurant de leur participation aux résultats de l'exploitation minière, conformément à la loi* ». Toutefois, plus de trente ans après la promulgation de la Constitution de 1988, le sujet n'a pas encore été réglementé par le Congrès, et aucune loi ne n'établit les conditions spécifiques pour l'exercice des activités minières sur les terres autochtones.²⁴ En 2019, un tribunal régional a ordonné la suspension des activités de Belo Sun, jusqu'à la consultation préalable, libre et éclairée, dans le respect du protocole légal existant. Le même tribunal a cité le protocole de consultation mené par les Juruna (Yudjá) de la terre indigène de Paquiçamba.

Ferrogrão. Avec près de mille kilomètres d'extension, à partir de la région céréalière de Sinop (Mato Grosso) jusqu'au port de Miritituba (Pará), le projet de la ligne de chemin de fer 170, connue sous le nom de Ferrogrão, vise à consolider le nouveau couloir ferroviaire d'exportation du Brésil via Arco Norte. La conception de l'itinéraire affectera plus de 20 zones protégées dans les bassins du Xingu et Tapajós, y compris TI Baú et Menkragnoti. Juxtaposé à la route BR-163, le Ferrogrão intensifiera les conflits fonciers et augmentera les impacts socio-environnementaux de la route qui existent déjà dans la région.²⁵

Pesticides. En 2019, 325 pesticides ont été libérés au Brésil. Sur les 96 ingrédients actifs qui composent ces pesticides, 28 ne sont pas commercialisés ou enregistrés dans l'Union Européenne, 36 en Australie, 30 en Inde et 18 au Canada. L'Organisation Panaméricaine de la Santé estime que l'utilisation de pesticides et de produits chimiques nocifs est liée à environ 193 000 décès par an dans le monde. La plupart sont dus à la contamination lors de l'application des produits et à leur propagation dans l'eau et dans l'air.

Depuis 2005, la population autochtone dénonce la contamination de leurs communautés par les pesticides. Les indiens Ra, qui vivent dans la réserve nationale de Tocantins, se sont plaints de l'avancée des plantations de soja aux frontières de leur communauté et de la contamination des eaux des rivières qu'ils utilisent pour boire et se baigner. « *La situation a tendance à empirer parce que le soja atteint les berges des rivières* », explique Schiavini. « *Tant les peuples autochtones comme les communautés sont encerclés par le soja* ». ²⁶

En septembre 2019, le Ministère Public Fédéral a ouvert une enquête pour déterminer l'impact de l'utilisation de pesticides sur les TI de la région de Brasnorte, à 580 km de Cuiabá. L'enquête a commencé après que les Rikbaktsa, qui vivent sur les rives de la rivière Juruema, se soient plaints de démangeaisons et de

la présence de ces produits dans la nourriture et l'eau qu'ils consomment quotidiennement.

L'objectif de la recherche est d'identifier l'impact synergique de l'utilisation des pesticides entre janvier et octobre 2019 sur les communautés autochtones et l'environnement de la région.

Conclusion

Ce scénario réactionnaire à parti pris autoritaire, légitimé par la démocratie, puisque l'actuel président brésilien a été élu avec 55,1% des voix, approuve des attitudes contraires au système qui l'a élu. Les menaces qui pèsent sur les organisations non gouvernementales nationales et internationales, la confrontation avec la population autochtone, le soutien manifeste aux secteurs qui sont contre le développement durable, menacent la jeune démocratie brésilienne. Nous expérimentons un grave revers de la démocratie, forgée après de longues années de dictature militaire. L'application arbitraire de la loi est une menace majeure dont il faut être conscient.

Le discours officiel a le pouvoir d'alimenter et de soutenir l'action des acteurs intéressés par l'occupation et l'exploitation illégales de l'Amazonie sur les fronts d'expansion de l'agro-industrie, de l'exploration minière et de la construction de centrales hydroélectriques, en poursuivant le Plan d'Accélération de la Croissance - PAC. « *Une immense partie de la déforestation elle-même s'intensifie dans les zones protégées, qui servent de bouclier contre la dévastation. Auparavant, les attentes quant à la possession de ces terres étaient faibles. Cependant, le gouvernement actuel, en décrétant la fin ou la réduction drastique des amendes tout en soutenant un régime de reconnaissance des propriétés illégales, légitime ce type d'attitude* ». ²⁷

La position claire de l'actuel président, soutenue par le groupe rural et évangélique, vient à produire l'un des plus grands revers de l'histoire récente de la démocratie brésilienne. Avec un soutien national et international, seule la société civile peut inverser cette situation, qui empire de jour en jour.

Notes et références

1. "Censo 2010" Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). Accessed 13 febrero 2020: <https://censo2010.ibge.gov.br/noticias-censo?busca=1&id=3&id-u-noticia=2194&t=censo-2010-poblacao-indigena-896-9-mil-tem-305-et-nias-fala-274&view=noticia>
2. Ver el proceso de homologación en <http://www.funai.gov.br/>
3. "Bolsonaro amplia presença de militares em 30 órgãos federais". Folha de S. Paulo. Consultado el 13 febrero 2020: febrero: <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2019/10/bolsonaro-amplia-presenca-de-militares-em-30-orgaos-fede-rais.shtml>
4. "Bolsonaro quer acabar com demarcação de terras indígenas". Estadode Minas, 6 noviembre 2019. https://www.em.com.br/app/noticia/interna-m-cional/2018/11/06/interna_internacional,1003269/bolsonaro-quer-aca-bar-com-demarcacao-de-terras-indigenas.shtml
5. Ver Anuario de IWGIA 2018.
6. Moretto, Adriano & Almeida, Gizele "Bolsonaro: "Se eu assumir, índio não terá mais 1cm de terra". Dourados News, 8 febrero 2018: <http://www.douradosnews.com.br/dourados/bolsonaro-se-eu-assumir-indio-nao-tem-mais-1cm-de-terra/1074774/>
7. Notícias UOL, 6 Agosto 2019
8. <https://br.noticias.yahoo.com/ver-icamos-bolsonaro-nao-disse-que-os-indios-nao-sao-pessoas-sao-animais-133542379.html>. "Ahora mira, en Bolivia tenemos un indio que es presidente". "¿Por qué en Brasil tenemos que mantenerlos prisioneros en reservas, como si fueran animales en zoológicos?", señaló. En ese momento, Bolsonaro afirmó que no tenía sentido transformar un área dos veces más grande que el estado de Río de Janeiro, como ocurrió en la Tierra Indígena Yanomami, en una reserva donde albergar a "nueve mil indios"
9. Idem.

10. "Bolsonaro defende exploração de terras indígenas e chama ONGs de picaretas. Exame, 17 abril 2019: <https://exame.abril.com.br/brasil/bolsonaro-defen-m-de-exploracao-de-terras-indigenas-e-chama-ongs-de-picaretas/>
11. Tajra, Alex "Bolsonaro recebe índios após criticar evento e defende exploração em terras". Universo Online, 17 abril 2019: <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2019/04/17/bolsonaro-indigenas-funai-exploracao-de-terras.html>
12. Girardi, Giovana "Questão indígena domina discurso de Bolsonaro na ONU; lide- ranças criticam". Estadão, 24 septiembre 2019: <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,questao-indigena-domina-discurso-de-bolsonaro-na-onu-lide-rancas-criticam,70003023618>
13. según datos preliminares disponibles del Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais (INPE), en la plataforma Terra Brasilis
14. "Focos de queimadas na Amazônia aumentam em 2019, informa o Inpe". Jornal Nacional, 8 enero 2020: <https://g1.globo.com/jornal-nacional/noticia/2020/01/08/focos-de-queimadas-na-amazonia-aumentam-em-2019-informa-o-inpe.ghtml>
15. "Na Amazônia, a oresta está à venda". Instituto Socioambiental, 6 diciembre 2019: <https://www.socioambiental.org/pt-br/noticias-socioambientais/na-amazonia-a-oresta-esta-a-venda>
16. en el IBAMA, 21 de sus 27 superintendentes regionales fueron despedidos por el ministro del Medio Ambiente. En 2019, el Ministerio de Medio Ambiente anunció un 24% de recortes en el presupuesto del IBAMA, el 15% en el sector de inspección y el 29% en el sector de lucha contra los incendios. Esto dio como resultado una reducción del 22% en las operaciones de inspección programadas para 2019. Además, el Grupo de Inspección Especializada (FMAM), considerado la tropa de élite del IBAMA ha quedado prácticamente inoperante, a pesar de seguir existiendo formalmente.
17. Como resultado, los países donantes del Fondo, Noruega y Alemania, amenazan con recortar las transferencias de fondos y extinguir la iniciativa si el gobierno brasileño continúa apoyando la gestión del mismo por parte del Banco Nacional de Desarrollo Económico y Social (BNDES)
18. "Discurso de Bolsonaro causa apreensão na comunidade internacional". Correio Braziliense, 19 agosto 2019: https://www.correiobraziliense.com.br/app/noticia/politica/2019/08/19/interna_politica,777904/discurso-de-bolsonaro-causa-apreensao-na-comunidade-internacional.shtml
19. "Mais de 160 ativistas do meio ambiente foram assassinados em 2018". Universo Online, 30 julio 2019: <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/afp/2019/07/30/mais-de-160-ativistas-do-meio-ambiente-foram-assassina-dos-em-2018.htm?cmpid=copiaecola>
20. "Entenda a polémica em torno da mineração em terras indígenas". National Geographic, consultado noviembre 2019: <https://www.nationalgeographic-brasil.com/meio-ambiente/2019/11/entenda-polemica-em-torno-da-mineracao-em-terras-indigenas>
21. Idem.
22. Idem.
23. "Mineração Volta Grande (Belo Sun)". Consultado el 13 febrero 2020: <https://xingumais.org.br/obra/mineracao-volta-grande-belo-sun>
24. Sion, Alexandre "Mineração em Terras Indígenas". Instituto Minere, 17 marzo 2019 <https://institutominere.com.br/blog/mineracao-em-terras-indigenas>
25. <https://medium.com/@socioambiental/nós-respeitamos-vocês-queremos-que-vocês-nos-respeitem-c1816af2145d>. El documento Kayapó-Menkräg-1 noti, se une a otros once protocolos de consulta realizados por poblaciones indígenas y comunidades tradicionales en Brasil. Cada publicación, producida de manera autónoma independiente, es una importante herramienta de fortalecimiento interno que ayuda a garantizar los derechos de estos pueblos. Copias de los protocolos de Wajãpi, Juruna (Yudjá) y los pueblos del territorio indígena Xingu pasaron de mano en mano durante la reunión en la aldea de Kamaú.
26. Navarro, Silvio "Índios denunciam contaminação de rios por agrotóxico". Folha de S. Paulo, 13 marzo 2005: <https://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ul-at96u67919.shtml>
27. Idem.

Maria de Lourdes Beldi de Alcântara, es antropóloga médica de la FMUSP. También es coordinadora de la Acción de Jóvenes Indígenas AJI/GAPK.

Source : IWGIA *El Mundo Indígena* 2020, traduction pour le GITPA par **José Pimenta**, membre du réseau des experts du GITPA pour le Brésil.